

Initiatives ministérielles

La croissance sera lente. L'emploi devrait continuer de progresser, mais moins rapidement que la population active de sorte que le taux de chômage augmentera», on se demande vraiment s'il y aura un jour une économie florissante avec ce gouvernement.

[Traduction]

Madame la Présidente, après avoir vu ce nouveau budget nous ne pouvons féliciter le gouvernement pour ses compressions budgétaires. C'est trop peu et trop tard. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a justement déclaré: «Si le gouvernement avait réduit ses dépenses autant qu'il a augmenté les impôts, le déficit correspondrait à la moitié de ce qu'il est aujourd'hui et le loyer de l'argent ne serait pas de 20 p. 100 pour les consommateurs et de 16 p. 100 pour la petite entreprise.» C'est la population canadienne qui devra payer, une fois de plus, pour l'incurie du gouvernement. C'est le ministre des Finances qui est responsable. Qu'est-ce qu'il faudra encore encaisser?

[Français]

Madame la Présidente, nous nous dirigeons de plus en plus vers une récession provoquée par le ministre des Finances, si l'inflation et les taux d'intérêt continuent de progresser en 1990. Dans son Budget, le gouvernement nous a annoncé un taux de chômage plus élevé et l'aide aux entreprises est limitée comme le dit le ministre: «à quelques exceptions près, les subventions seront éliminées et l'aide financière sera remboursable selon des modalités plus rigoureuses.»

Comment le gouvernement envisage-t-il l'avenir des petites et moyennes entreprises de notre pays? Serait-ce qu'il privilégie seulement la grande entreprise lorsqu'il nous explique que si nous voulons maîtriser notre avenir dans un monde en transformation, nous devons accroître la capacité de produire et de vendre des produits et des services canadiens aussi bien chez nous que sur les marchés extérieurs? Les petites et moyennes entreprises ne sont-elles pas à la base de notre développement régional et national?

Dans son Budget, comment le ministre peut-il expliquer les coupures de plus de 18 millions de dollars à la Banque fédérale de développement qui vient en aide strictement aux petites entreprises? Une coupure de plus de 50 p. 100 du budget de la BFD, passant de 34 millions de dollars pour 1989-1990 à 15 millions de dollars pour 1990-1991.

Madame la Présidente, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il abandonnerait la politique de développement régional sans nous dire si les crédits en question vont être réaffectés à d'autres initiatives de développement régional, ou simplement supprimés. Serait-ce le début de la fin pour nos régions, nos entreprises qui y sont installées et surtout les habitants qui veulent y travailler?

[Traduction]

Ce budget n'est pas sérieux! Comment pourrait-on le prendre au sérieux quand le ministre déclare, tout innocemment, qu'il n'y aura pas de nouvelles taxes dans le budget? Comment peut-il dire une chose pareille quand chacun sait que les Canadiens de toutes les provinces subiront les contrecoups de la réduction des paiements de transfert aux provinces? C'est le résultat direct du budget présenté à la Chambre.

Dans ma province du Québec, chaque contribuable devra payer 582 dollars de plus à la suite de ce nouveau budget. Quelqu'un a dit à juste titre que les temps sont durs sous les conservateurs, que les taxes grimpent sous les conservateurs. Depuis 1984, les Canadiens ont eu à subir 31 augmentations de taxe. Quel cadeau!

Le budget ne contient aucune nouvelle taxe, mais le mécanisme est bien en place pour la nouvelle taxe qui nous attend l'année prochaine.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): C'est avec beaucoup de regret que je dois interrompre l'honorable députée, mais je me demande vraiment quand elle fera le lien avec le projet de loi qui est présentement à l'étude, la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Je me rends compte que c'est un excellent discours mais qui se dirige vraiment sur un sujet beaucoup plus général que nous avons étudié toute la semaine.

J'apprécierais que l'honorable députée s'en tienne au sujet qui est à l'étude en ce moment.

Mme Maheu: Madame la Présidente, sans vouloir m'opposer à ce que vous me dites, la TPS et le Budget affectent énormément nos petites entreprises.

[Traduction]

Le budget n'annonce aucune nouvelle taxe, mais le mécanisme est en place pour la nouvelle taxe de l'an prochain, la TPS ou taxe sur les produits et services. La taxe qui, selon le ministre, améliorera le sort des Canadiens à faible revenu. La taxe dont personne ne veut, le cauchemar pour la petite entreprise, comme l'a dit M. Bullock, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.